



**SOLIDARITE FEMININE POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL  
« SOFEPADI »**

**RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITES DE LA SOFEPADI, exercice 2016 ; SUIVANT LE PROGRAMME  
TRIENNAL  
2016-2018**

**Période couverte : Janvier à décembre 2016**

**MARS 2017**

## ABREVIATIONS ET SIGLES.

ADF : Alliance of democratics forces  
AFNAC : Association de Femmes pour la Nutrition a Assises Communautaire  
AGR : Activités Génératrice des Revenues  
AMAB : Association de Mamans Anti-Bwaki  
AVEC : Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit  
BCNUDH : Bureau Conjoint de Nations Unies pour les Droits Humains  
CAF : Collectif des Associations Féminines  
CDT : Conseillères De Terrains  
CDV : Conseil pour le Dépistage Volontaires ;  
CEJA : Centre D'Etudes Juridiques Appliquées.  
CKWM : Centre Karibuni Wa Mama ;  
DI : Dommages et Intérêts  
ECL : Enfant en Conflit avec la Loi  
EPU : Examen Périodique Universelle  
FFPI : Fédération des Femmes Protestantes de l'Ituri  
FRPI : Front Patriotique pour l'Ituri  
GADHOP : Groupe d'Associations de Défense de Droits de l'Homme et de Paix  
GD : Groupe de Dialogue  
GLHRP : Great laks humain Right Program  
HCR : Haut-Commissariat pour les refugies  
HGR : Hôpital General de Reference  
IST : Infections Sexuellement Transmissibles  
ISPASC : Institut supérieur de Pédagogies Appliquées et Sciences  
ISTM : Institut Supérieure de Technique Médicale  
ISP : Institut Supérieure Pédagogique  
ISDR : Institut Supérieur de Développement Rural  
JIFA : Journée Internationale de la Femme Africaine  
LRA : Liberal Restance Army  
MUSO : Mutuelle de Solidarité  
M&E : Monitoring ou suivi et Evaluation  
NP : Noyau de Paix  
ONGDH : Organisation Non Gouvernemental de Droits Humains  
PCA : Présidente du Conseil d'Administration  
PGR : Procureur Général de la République  
PNC : Police Nationale Congolaise  
PPFE : Police de Protection des Femmes et des Enfants  
RCR : Radio Canal Révélation  
RSLF : Rien Sans les Femmes  
RTK : Radio Tangazeni Kristo  
SAFDF : Synergie des Associations Féminines pour la Défense des droits des Femmes  
SGBV : Violences Basées sur le Genre ;  
SVS : Survivantes de Violences Sexuelles  
SUWE : Synergie Ukingo Wetu  
TMG : Tribunal Militaire de Garnison  
TGI : Tribunal de Grande Instance  
TUW : Tushiriki Wote  
TW : Tufaidike Wote  
UCBC : Université Chrétienne Berlingue du Congo  
UOS : Université Officielle de la Semuliki  
UNIC : Université du Cepromade  
VVS : Victimes de Violences Sexuelles

## INTRODUCTION

Ce rapport reprend les activités réalisées dans la lutte contre les violences basées sur le genre et la restauration de la paix contenu dans la plan triennal conformément aux plan national de lutte contre les violences basées sur le genre et la résolution 1325,1820 et l'accord cadre pour la coopération.

Les Objectifs ci-dessus à atteindre:

1. Assurer la prise en charge médicale aux victimes des violences basées sur le genre et promouvoir la santé de la femme et de la famille au sein du centre KARIBUNI WA MAMA ;
2. Améliorer la prise en charge juridique et judiciaire des victimes des violences basées sur le genre au sein des communautés et des juridictions ;
3. Améliorer la prise en charge psychosociale des victimes de violences basées sur le genre au sein des communautés et renforcer le pouvoir économique de la femme par la création des unités de transformations des produits agricoles et les AGR ;
4. Assurer une large diffusion de message de lutte contre les violences basées sur le genre dont sont victimes les femmes et les filles ;
5. Accroître la participation de la femme à la prise de décision au niveau local, Provincial et National ;
6. Renforcer la réconciliation, promouvoir la paix et améliorer la gouvernance locale à travers les mécanismes de transformation des conflits pour un développement durable du secteur de BENI-MBAU ;
7. Appuyer le renforcement institutionnel de SOFEPADI

Les bénéficiaires attendus de ces différentes actions à cette année 2016 sont estimés en moyenne à 11 700. Ces derniers proviendraient de différentes couches, essentiellement :

- ❖ 650 femmes et filles victimes de violences sexuelles et autres violences basées sur le genre (regroupées dans des associations de base qu'accompagnent SOFEPADI ou non) ;
- ❖ Des animateurs de la société civile : confessions religieuses, associations féminines, associations des jeunes, organisations des droits de l'homme, associations savantes, diverses corporations et syndicats, structures basiques de santé, leaders coutumiers...
- ❖ Des Acteurs clés : Acteurs étatiques, spécialement des opérateurs du secteur de la justice, Internationaux qui œuvrent dans la répression des violences sexuelles, la justice et la sécurité ;
- ❖ Des membres des communautés en conflit de la ville et territoire de Beni, les groupes des jeunes, les mutuelles des femmes rurales, ...
- ❖ Des leaders de partis politiques, les femmes candidates, les organisations féminines de la société civile, la commission électorale Indépendante, les coalitions et composantes politiques.

Pour arriver aux différentes réalisations, la SOFEPADI a bénéficié, à cette année 2016, de l'appui de plusieurs partenaires dont :

- **Alerte Internationale** pour le projet de « consolidation de la paix à travers le renforcement économique et la participation politique des femmes » et le projet « Recherche actions participatives et la transformation des conflits entre les communautés »,
- **AJWS**, projet « Droit à la santé et droit politiques des femmes, appui général » et projet « assistance aux femmes déplacées de Beni, Mavivi et oicha »
- **HELPAGE CANADA**, pour « Assistance aux aînés activistes et femmes pygmées ».
- **SIGRID RAUSING**, pour le projet « fight against impunity of crimes of sexual violence and consolidation of peace in the DRC »,
- **OSISA** pour le projet « Appui à la mobilisation communautaire en faveur du processus électoral local, municipal et provincial en RDC ».
- **YORK UNIVERSITY**, pour le projet de « documentation de cas de mariage forcé et esclavages sexuelles à Beni et Ituri »
- **FMDH**, pour « appui institutionnel aux activités de SOFEPADI » et

- **OAK FONDATION** : pour « care support »
- **TROCAIRE** : « projet de réinsertion socioéconomique de victimes de violences sexuelles en Ituri »
- **UNICEF** : « projet d'assistance multisectoriel de victimes de violences sexuelles en Ituri, territoire de Mahagi, Mambasa, Djugu et Irumu et ville de Bunia »
- **AMBASSADE DE NORVEGE** : « projet de promotion de la sante de la femme et de famille en Ituri »
- **MONUSCO QIPS** : « projet de finissage de travaux de construction du centre Karibuni Wa Mama de Bunia »
- **DONATIONS** : « Missionnaires, Zone de sante de Bunia, la Charité, ..... »
- **FOND PROPRE SOFEPADI** : « cotisation de membres, fonds prix Amnesty International : Sagan Gunita, autofinancement centre Karibuni Wa Mama.»

## 1. CONTEXTE ET SES IMPLICATIONS SUR LES ACTIVITES

Le contexte de la période couverte par ce rapport, soit de Janvier à décembre 2016 ; a été caractérisé par les faits marquant ci-après qui ont eu d'impact sur les activités.

### ❖ Sur le plan sécuritaire,

- Etat de lieu de la **situation sécuritaire en ville et territoire de Beni**

date	lieu	faits typiques
25/01/2016	Mayangose	Kidnapping des agriculteurs se rendant au champ dont leur nombre reste méconnu
29/2/2016	Mambabio, Maiota, Ndombi (villaga Maimoya)	Massacre de 17 personnes
4/5/ 2016	Eringeti	Massacre de 18 personnes
5/7/2016	village de Tenambo-oicha	Massacre de 10 personnes dont 4 hommes et 6 Femmes
18/7/2016	Vemba	Massacre de 12 personnes dont 8 hommes et 4 Femmes
30/7/2016	Bakaiko-oicha	Massacre de 3 civils tués et 3 ADF tués et 5 ADF capturés et 3 maisons et 2 véhicules incendiés
24 /9/2016	Beni	Noyade de plus de 10 personnes fouillent sous la pluie par suite d'une rumeur faisant état de l'entrée des rebelles ADF NALU dans la ville
24 /9/2016	Beni Quartier Paida, cellule Kasinga	Massacre de 18 personnes
02/10/2016	Sur la route Mbau-Kamango au point kilomètre 28,	Massacre de 2 personnes dont un motard et son frère
6 au 8 /10/ 2016	Beni	Arrestation de Me Paulin ; consultant de la SOFEPADI à l'ANR après qu'il ait sensibilisé sur les Notions Sécuritaires de base pour la communauté pour prévenir et réduire les dégâts en cas d'intox et d'insécurité
9/10/2016,	Beni dans le quartier Boikene : Incursion des ADF/NALU	Massacre de 14 personnes
15/10/2016	Beni	Entrée des mai-mai jusqu'au rondpoint Nyamwisi, accueillis par la population
31/10/2016	Incursion des ADF/NALU dans le village KITHEVYA à 6 kilomètre d'Oicha	Massacre de 7 personnes dont 4 femmes et 3 hommes.
31 octobre	Mangina	3 morts et Trois jeunes capturés et des blessés de la part

2016		de MAY MAY suite à un affrontement entre les MAYMAY appelé YIRA et les FARDC vers 16 heures locales
12/11/2016	Beni	Retour de 14 civils après 2 semaines, étaient kidnappés à Mayangose et relâchés vers Kaimana
19 au 20 /12/2016	Beni	Tentative d'une attaque de la prison centrale de BENI-KANGWAYI
23/12/2016	Incursion des ADF/NALU dans le village Eringeti/ Kasana	9 morts
Du 24 au 25/12/2016	Incursion des ADF/NALU dans le village	25 personnes tuées

**Source** : informations passées à des chaînes de radio locale ainsi que les rapports de monitoring effectués par l'animatrice de la SOFEPADI basée au chef-lieu du territoire de Beni (oicha) ; les rapports sur la situation sécuritaire de Beni ville et territoire produits par la coordination de la société civile ;

Le tableau ci-haut montre que la situation sécuritaire en ville et territoire de Beni est très fragile. Elle se caractérise par l'activisme des ADF, qui se donnent aux massacres de populations, pillages suivis d'incendie de maison et structure de santé, déplacement des populations vers les axes stables comme Mangina, Bingu, Bulongo, Kasindi, Butembo ... Ceci a ouvert la voie aux interventions des humanitaires pour assister les déplacés. Notons que ce déplacement de la population impacte négativement sur l'assistance judiciaire des VVS car de fois, les témoins se déplacent, même les apprenantes dans les CAM sont obligées de se déplacer sans terminer le programme de formation.

En Ituri, les populations déplacées de petit NORD DU NORD KIVU, est visiblement installée tout au long de la route Luna –Komanda. Dans cette même province, le hutu de Masisi sont en train de s'installer à Boga à la recherche de terres arables. L'activisme des milices FRPI se fait remarquer en territoire de Djugu.

Dans toute la zone opérationnelle de la SOFEPADI : à Kinshasa, ville et territoire de Beni et en province de l'Ituri, le contexte politique du processus électoral en cours a été marqué par les soulèvements des opposants, les manifestations politiques et les rencontres des négociations pour les accords de paix pour parler pour le respect de la constitution.

#### ➡ **Des actions consécutives à l'insécurité**

##### **\* Journée ville morte décrétée par la société civile de Grand Nord Kivu**

Les journées du 18 au 20 Mai 2016 ont été déclarées jours de deuil par la société civile de Grand Nord Kivu (ville de BENI, ville de BUTEMBO, territoire de BENI et territoire de Lubero). Cela a été consécutif aux effets que connaissent la région dite « Grand Nord Kivu » c'est-à-dire de Kanyabayonga jusqu'à Eringeti suite à l'insécurité (massacre et déplacements des populations, incendie des maisons et véhicules).

##### **\* Actions des femmes de Beni pour la paix**

À mars 2016, une campagne de plaidoyer pour la participation de la femme à la prise de décision a été menée auprès des autorités locales de la ville de Beni, avec les 4 communes, les communes rurales du territoire de Beni par la signature des actes d'engagement.

Le 26 Mai, les femmes de Beni ont organisé une messe œcuménique à l'esplanade de la mairie de Beni pour le retour de la paix dans la région.

Le 27 Mai, elles ont organisé un salongo (travail communautaire) spécial au cimetière de Masiani pour nettoyer la fosse commune des victimes de massacres.

Par ces actions, elles ont interpellé la conscience des autorités pour demander leur forte implication pour la restauration de la paix dans la région.

#### **❖ Contexte sur le plan politique,**

-La mairie a lancé une campagne de lutte contre le tatouage des jeunes en ville de Beni et ses périphéries.

-l'arrestation des nombreux manifestants qui tentent de se soulever pour demander la paix et l'organisation urgente des élections. Enrôlement des électeurs par rapport aux femmes et aux hommes

- en Ituri, la nouvelle province de l'Ituri a été instituée et dote de son parlement et de son gouvernement provincial.

- le changement de différents gouvernements à Kinshasa ont influé sur le suivi de la suite de différentes actions de plaidoyer en faveur des femmes et surtout l'exécution des jugements déjà soumis au Gouvernement depuis 2014.

#### ❖ **Contexte sur le plan économique**

-La population de la ville et territoire de BENI est affectée par la misère énorme due à l'insécurité liée à la présence des ADF dans notre contrée, car la majorité vit de l'agriculture et l'accès au champ est limité.

-Les activités commerciales tournent au ralenti suite à l'arrestation d'un opérateur économique. La FEC avait décidé de lancer une grève séchant toutes les activités commerciales en date du 10 au 17 Octobre 2016 pour conditionner la libération de cet opérateur économique. Cela a eu d'impact sur les produits de premières nécessités qui avaient augmenté de prix.

- le taux de change de franc Congolais en dollars a été très vacillant en fin année 2016. Ce qui a eu des effets sur le paiement de frais de transport de victimes et autres charges effectuées en monnaie locale.

#### ❖ **Contexte sur le plan socio-culturel**

\*Socialement la population vit en étant traumatisée car la situation d'insécurité perdure. Les victimes des viols, les rescapés de massacres et les retournés des kidnappings se sentent stigmatisés.

\*suite à la persistance de l'insécurité, la population cherche des moyens d'autoprotection. D'où nombreux se font tatouer par les soit disant mai- mai pour se rendre invulnérable aux balles voir aux coups des machettes.

L'état de délabrement avance de nos routes, surtout la période pluvieuse, a affecté les programmes de descente sur terrain pour l'appui aux groupes de dialogues communautaire.

## 2. ACTIVITES CLES, DEFIS ET LECONS APPRISES AU COURS DE LA PERIODE

**RESULTAT 1: la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre et la promotion de la santé de la femme et de la famille sont assurées**

ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS
<p>Payement de Transport SVS venues pour l'accompagnement psycho social et médical orienté à HGR</p>	<p>BENI : 138 nouveaux cas identifiés et documentés            -tranche d'âge : 3 à 80 ans,            -Soins avant 72h : 85 soit 61,6%            - Soins après 72h : 53 soit 38,4%            BUNIA :            511 nouveaux cas identifiés et documentés, dont 501 femmes et filles et 9 hommes soit 2%;            -tranche d'âge : 2 à 84 ans,            -Soins avant 72h : 293 soit 57%            - Soins après 72h : 218 soit 43 %.</p> <p>➤ Total de cas pour 2016 : 649 nouveaux dont 378 soignes avant 72h00 et 271 Après 72h00.</p>	<p>Sécurisation de la base des données déjà disponible</p>	<p>L'utilisation d'un logiciel ou programme spécifique permet de bien conserver les données et facilite les analyses selon les besoins.</p>
<p>Achat de Médicaments et vaccins aux SVS référés pour les soins à l'HGR</p>	<p>Kit PEP spécifiquement pour les cas de viol et les soins spécifiques en cas de résistance, soit dans les autres formes des violences basées sur le genre.            Pour promotion de la sante de la femme et de la famille, le CKWM a soignes les patients suivants, suivant le types de maladies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IST : 5853 Patients soignées, dont 1535 masculins soit 26%</li> <li>- PLANNING FAMILIAL : 476</li> <li>- CDV : 3753 patients dépistés, dont 160 cas positifs. d'où un taux de prévalence de 4%</li> <li>- INFECTIONS URINAIRES : 386 ET AUTRES INFECTIONS: 164.</li> </ul>	<p>Ruptures en médicaments cas du vaccin antipathie B</p> <p>Faible suivi permanent de stock de médicaments.</p>	<p>Les relations de collaboration avec les centres médicaux sœurs et la disposition de document d'exonération permettent de palier au problème d'approvisionnement en médicament important.</p>

<p>Payement des frais de Soins spécifiques et la remise des attestations médicales</p>	<p>- <b>Au CKWM</b>, nous avons reçu 149 réquisitions à Médecin dont 3 venues de l'auditorat, 5 venues du parquet de grandes instances et 141 venues des Officiers de Police judiciaire des différents commissariats de l'Ituri auxquelles nous avons répondu par un rapport médical en plus du certificat médical.</p> <p>8 patientes ont retirés volontairement les attestations médicales comme preuve pour la justice :</p> <p>34 grossesses sur viol ont été identifiées durant l'année 2016.</p> <p>8 VVS ont été référées au CME, pour des soins spécifiques pour des larges déchirures du périnée et pour protrusion du col, saignement vaginal, paludisme, échographie obstétricale, écoulement de selles liquides....</p> <p>15 femmes ont bénéficiés des soins pour la réparation des fistules.</p>	<p>La contre-expertise en cas de demande de l'avocat ou conseil du prévenu</p> <p>Le refus d'accepter l'enfant et la faible conscientisation des victimes à l'enregistrement des enfants issus de viol à l'Etat civile</p> <p>Disponibilités de spécialistes pour le soin de fistules.</p>	<p>Tenir compte de frais d'expertise dans la répartition des frais de justice pour les victimes de violences sexuelles.</p> <p>Le détachement des bureaux de l'Etat civile dans les HGR facilite l'enregistrement des enfants et lutter contre l'apatridie</p> <p>Les rencontres de groupe de travail sont des opportunités d'informations précises sur le programme de spécialistes. Les CDT facilitent l'identification et le contact avec les bénéficiaires à soigner.</p>
<p>Organisation des campagnes de soins pour les nécessiteuses et Clinique Mobile</p>	<p>Beni : paiement des soins médicaux pour les 12 ainées Pygmées d'UPENDE et les 120 déplacées de guerres d'UPENDE, MBAU, MANGBOKO, MAVIVI et NGITE, au total</p> <p>Bunia : 4 cliniques mobiles organisées par le centre KWM à Nyakunde, Mambasa, Nyanya et Komanda.</p> <p>562 personnes ont bénéficié de ces soins des IST, CDV,</p>	<p>Faible implication des autorités sanitaires de certains axes pour faciliter la tenue de la clinique mobile.</p>	<p>La communication en avant avec les médecins chef de zones et les infirmiers titulaires est une bonne stratégie pour faciliter la tenue de la clinique mobile</p>



	planning familiale pendant ces missions de la clinique mobile		
Restauration et hébergement des VVS	A Beni : 84 cas ont été hébergés dans la maison de passage et ont bénéficié d'une restauration, contre 358, à Bunia	La salubrité et le niveau de traumatisme de la victime sont des facteurs de ciblage de l'accompagnement pour l'hébergement décent.	A Beni, le partenariat avec le CAF à faciliter l'hébergement des victimes dans leur maison de d'hébergement construit pour cette fi avec l'appui d'Oxfam Novib
Séances de detraumatisation (self care) et Intervision pour les conseillères de terrain et autres accompagnateurs des victimes	10 séances de detraumatisation ont été effectués pour relaxer les accompagnateurs des SVS ainsi bien que les conseillers de terrain.	Le besoin organiser encore d'autres séances. Disponibilité du personnel pour participer aux séances de sécurité intégré pour leur propre detraumatisation	Self Care aide les accompagnateurs à mieux travailler. La bonne gestion des stress est utile pour la continuité de travail dans le contexte actuel.
<b>ACTIVITES</b>	<b>DESCRIPTION ACTIVITES</b>	<b>DEFIS</b>	<b>LECONS</b>
Echange d'expériences entre les victimes et les Conseillères terrains	4 séances d'échanges d'expériences et de réflexions entre les victimes ont été effectuées, à Beni et à Bunia. Lieu : salle de GD et dans la salle de réunion de la SOFEPADI. Au total 248 victimes ont participes à ces séances d'échange qui ont contribué à leur guérison psychique	La recrudescence de la sécurité dans la zone de mabalako due à l'activisme es milices May-May nous a freine d'anime la séance avec les victimes dans cette zone	Offrir les espaces d'échanges aux victimes c'est facilite leur guérison interne et contribuer ainsi à leur résilience.
Formation du personnel médical sur les notions des droits humains et les règles clés de la procédure judiciaire en matière des violences sexuelles	Organisé à Bunia pour le personnel médical dont 9 infirmières, un docteur et un administrateur gestionnaire du centre. Ces dernières orientent de patiences dans le clinique juridique pour l'accompagnement juridique et judiciaire approprié.	Besoin du module pour référence en cas de besoins.	Formées sur les droits et les règles clés de la procédure judiciaire, les infirmières parviennent à bien documentés les cas et a les référer dans la clinique juridique.

RESULTAT 2 : la prise en charge juridique et judiciaires des victimes de violences basées sur le genre est améliorée			
ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
Payement de Transport des SVS et témoins de l'intérieur	20 témoins ont comparu pour soutenir les accusations en faveur des 46 victimes de violences sexuelles.	Certains cas de SGBV demandaient la comparution de témoins et renseignant, ceux derniers n'ont pas été joints car ils venaient de se déplacer à cause de l'insécurité	Les CDT facilitent le contact avec les victimes et ainsi leur participation au procès est aussi facilite en temps opportun
Frais de justices	<p>Beni : Frais de justices de 76 dossiers ont été payées (frais de consignation, de huissariats) dont 46 nouveaux dossiers et 20 anciens dossier suivi depuis 2015. 46 jugements de condamnation et 1 acquittement.</p> <p>Bunia : <b>86</b> dossiers accompagnés en justice dont 82 nouveaux dossiers de 2016 et <b>4</b> reliquats de l'année 2015. 55 jugements obtenues et 4 perdus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour toute l'année 2016 : 152 dossiers accompagnes en justice dont 128 nouveaux dossiers et 24 anciens dossiers de 2015.</li> </ul> <p><b>Jugements obtenus</b></p> <p><b>103</b> jugements dont <b>99</b> condamnations 5 acquittements et un enfant de 10ans remis aux parent pour plus de surveillance.</p> <p>De <b>94 jugements de condamnation</b>, les peines varient de 3 à 20 ans d'emprisonnement suivies des amendes allant de 3000.000 à 5000.000Fc devant les juridictions répressives et des remises aux civilement responsables ou aux assistants sociaux avec des D.I qui varient de 500.000 à</p>	<p>Les frais de justice exigés par le tribunal militaire sont exorbitants <b>19</b> cas de prévenus en fuite avant leur arrestation</p> <p><b>5 jugements perdus (acquittement)</b>, les principales causes sont : certaines victimes ont plaidé en faveur de leurs bourreaux,</p> <p>insuffisance de preuves et Le désistement de certaines victimes en cours de la procédure.</p>	<p>Les avocats et conseils de SOFEPADI outilles sur les lois nationaux et internationaux s'y réfèrent pour soutenir le cas de victimes devant les cours et tribunaux compétentes à la matière.</p> <p>Les espaces informelles, comme les cadre de concertations permettent de palier aux problèmes de procédures entre acteurs judiciaires afin de faciliter la justice aux victimes.</p>

	1000.000Fc devant les juridictions correctionnelles. Et 6 cas de demande de jugements supplétifs pour enregistrer les enfants.		
Appui logistique à la chambre foraine	4 audiences foraines tenues, dont : 3 A Beni : Mangina, Kasindi, oicha avec les: TGI, TMG. total dossier passé 13 (gagné 12. Perdu 1) Une A Bunia : TGI pour 15 dossiers accompagnés et gagnés.	Les juridictions commencent à attendre seulement les foraines financées par PNUD Avec PNUD, dans son programme TUPINGE UPAKAJI travaille qu'avec une clinique juridique GLHRP. Ils organisent la foraine sans même tenir informés les autres partenaires. Ils s'approprient même les dossiers des autres organisations.	Convoquer en fréquence régulière la réunion de lutte contre l'impunité pour une planification concertée.  Les rencontres préparatoires avec les victimes facilitent la tenue et la participation aux audiences foraines.
Monitoring de procès	2 monitorings de procès respectivement des ADF/ Nalu et de la foraine de Mangina ont été rédigés par la conseillère de terrain formée pour être para juriste. 4 rapports de monitoring de procès réalisés lors des 4 audiences foraines tenues à Bunia, Kasindi, Oicha et Mangina	Beaucoup de para juriste n'ont pas été disponibles à nous accompagner.	Restructuration et renforcement de capacité de para juristes.  Diversification d'outils de monitoring de procès selon les types de procès : audiences ordinaires et audiences foraine permet de renseigner sur les cas spécifiques selon chaque type d'audience.
Suivi des cas et contacts avec les juridictions	3 descentes de suivi de cas et contacts avec les juridictions réalisées par les noyaux de victime de Bunia et de Beni.  - tenue des audiences régulières de violences sexuelles en sein du TGI de Beni, suivi permanent de cas devant les Tribunal pour enfants de Beni	Avec le mouvement de la population, les victimes ont été déplacées sans nous informés. C'est ce qui fait que les dossiers classés sans suite sont élevés. En plus, le problème d'insuffisance des preuves	-Renforcement de capacité des assistants sociaux (CDT, para juristes et noyau des victimes) sur les éléments de preuve à réunir lors de l'accompagnement d'une SVS

	<p>et de Bunia. Participation aux audiences foraines initialement négociées par les juridictions avec le BCNUDH, PNU.</p>		
Formation des SVS sur la loi et renforcement de capacités des noyaux des SVS	2 séances avec 36 survivantes de violences sexuelles tenues à Bunia et à Beni	Mobilité de victimes formées suite à la situation sécuritaire précaire.	Les victimes formes renforcent le travail de suivi de dossiers devant les juridictions et font preuve de leur résilience à travers les noyaux de victimes.
Documentation des violations graves des droits de femmes à l'exemple des mariages forcés, esclavage sexuelles, et autres	<p>45 cas de mariage force et esclavage sexuelles documentés parmi les victimes de kidnapping des ADF et LRA, FRPI en Ituri.</p> <p>Identification de 254 enfants orphelins de massacre de Beni et chef de ménages suites aux atrocités des ADF.</p>	<p>Nombreuses victimes, retournées de kidnapping ne se dévoilent craignant pour leur sécurité.</p> <p>Limite dans la réponse de prise en charges de victimes de mariage forces et esclavage sexuelles sur le plan juridique et judiciaire.</p>	Collaboration avec MSF et le centre BETHANIE de l'UCBC pour le suivi psychologique permanent de victimes de kidnapping.
Appui à l'exécution des jugements	<p>*jugement exécuté (réparation obtenue) : 2 cas de réparation volontaires pour les enfants en conflit avec la loi : soit 1500\$ payes a deux victimes en raison de 750\$ par victimes.</p> <p>20 dossiers en cours d'exécution dont 8 à Bunia, 6 à Beni et 6 auprès du Gouvernement à Kinshasa.</p>	-la procédure judiciaire d'exécution de jugement au Congo coute chère. Cela bloque beaucoup de bénéficiaires	<p>Le paiement volontaire de la réparation harmonise les relations entre les deux familles.</p> <p>Un plaidoyer sur l'exonération de victimes de frais de justice et une loi spécifique sur la réparation se veut utile.</p>
Cadre de concertation	<p>-Nombre : 2</p> <p>-lieu : hôtel la référence de Beni et Karibuni de Bunia</p> <p>-Thématique : la problématique d'enregistrement</p>	Coût élevé pour avoir les jugements supplétifs rédigés par les juges et ce, pour tous les enfants identifiés dans la communauté.	Support de ce coût par plusieurs partenaires (ONG) de défense de droit de l'homme et des enfants.

	<p>des enfants issus de viol et l'accès de victimes de violences sexuelles en justice en Ituri.</p> <p>-Nombre de participants : 49 pour Beni et 20 pour Bunia= total 69 participants</p>	<p>La non opérationnalité du tribunal de paix de Mambasa et de Mahagi affectent le suivi des cas en justice.</p>	<p>Des discussions et échange sur de cas concret facilite la compréhension et amène facilement aux acteurs de prendre les engagements.</p>
<p>Organisation des séances de Conscientisation des leaders communautaires sur leur rôle dans la lutte contre les violences basées sur le genre</p>	<p>-Nombre : 2 séances tenues</p> <p>-Lieu : Beni et Bunia</p> <p>BENI : Nombre de participants : 25 policiers conscientisés à l'état-major de Beni sur les violences sexuelles et ses conséquences.</p> <p>Bunia : 48 officiers de la PNC et PPFE conscientises aussi sur les violences sexuelles et ses conséquences : services offertes par le centre KWM de Bunia.</p> <p>Nous avons reçu 149 réquisitions à Médecin dont 3 venues de l'auditorat, 5 venues du parquet de grandes instances et 141 venues des Officiers de Police judiciaire des différents commissariats de l'Ituri auxquelles nous avons répondu par un rapport médical en plus du certificat médical.</p>	<p>-la disponibilité de certains responsables hiérarchiques pour faciliter le suivi et la mise en application de notions reçues. locaux.</p> <p>Temps très limite pour la séance de conscientisation, d'où une nouvelle demande en concertation avec la hiérarchie.</p>	<p>La conscientisation de policiers, à Bunia, couplée à la clinique mobile est été une stratégie efficace de passer le message sur la lutte contre l'impunité de violences sexuelles.</p>
<p>Séance d'analyse des jugements rendus des cas de violences sexuelles et SGBV</p>	<p>Une séance tenue à Bunia pour 4 jugements clés.</p> <p>Les grandes recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-que les juristes qui accompagnent les victimes rassemblent les preuves possibles pour soutenir les cas de victimes en audiences, même le rapport de suivi psychologique peut être utile ;</li> <li>- les notes de plaidoiries d'avocats et conseils doivent contenir les dispositions de lois nationales et internationales ainsi que les références à des jurisprudences,</li> </ul>	<p>Besoins de tenir tous les 3 mois la séance d'analyse de jugement.</p> <p>Disponibilité de la ressource externe et de l'intégralité de jugement pour ce travail d'analyse.</p>	<p>Faciliter la levée copie de dossiers perdus pour le travail d'analyse de jugement.</p> <p>Le rapport de monitoring de procès est l'une d'évidences à consulter lors des séances d'analyse de jugement.</p>
<p>Formation et renforcement de capacité des juristes sur l'écoute</p>	<p>Une formation réalisée en interne avec 5 juristes dont 3 de Bunia et 2 de Beni.</p>	<p>Temps impartis pour la formation</p>	<p>Planifier une formation avec les juristes et le personnel du</p>

active et psychologique des SVS			volet psychosocial pour une formation participative de 2 jours.
Production du livre sur l'expérience juridique et judiciaire de SOFEPADI.	Contact avec le consultant pour la production du livre sur l'expérience juridique et judiciaire de SOFEPADI ; Mission de terrain pour la récolte des informations réalisée en janvier et février 2016	Non disponibilité du consultant pour la suite des travaux de publication ; Besoins d'intégrer les témoignages de victimes et partenaires judiciaires dans cet outil ;  Manque de cas de figure, comme analyse de jugement pour présenter le travail de SOFEPADI.	Documenter son expérience c'est répondre à ses responsabilités devant l'histoire. la publication ainsi faite servira pour le futur.
<b>RESULTAT 3 : la prise en charge psychosociale des victimes de violences basées sur le genre, au sein des communautés est améliorée</b>			
ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
Formation en gestion des AGR	3 formations réalisées pour 64 bénéficiaires dont : Beni : 24 Bunia : 26 Kasenyi : 14 -Thème : autonomisation et entrepreneuriat féminin. Notion sur l'AGR, l'épargne et le crédit.	Situation sécuritaire ne permet pas de faire le suivi du champ de Canne à sucre pour la réinsertion en groupe	Formation en AGR tenant compte de l'accessibilité du milieu et du choix judicieux des AGR par les bénéficiaires.
Octroi de Kit de démarrage pour les AGR et mise en place des AVEC	-Mis en place des 7 AVEC à travers les CAM, les NP et les GD -Lieu : kabasha, Mangango, Mavivi, Tenambo et Bingo -Bénéficiaires : 205 personnes -capital épargné : 1 609 500 FC soit 3 219 parts (500Fc valeur de la part) Et chaque AVEC a bénéficié un kit de démarrage octroyé par la SOFEPADI.	Sécurités des fonds dans les caisses de l'AVEC.  Respect du règlement par tous les membres. Le déplacement de population affecte aussi le cycle de l'AVEC.	Demande de kit de démarrage dans la communauté de kabasha par les membres non accompagnés par SOFEPADI
recyclage des conseillères de terrain en suivi psychologique et médiation, ...	BENI : 148 suivi psychologique et médiations dont 56 à Beni et 92 à OICHA	Disponibilité de certaines conseillères	L'intégration de conseillères terrains dans le Groupe de Dialogue et les noyaux de paix

	<p>- 6 réunions avec les conseillers terrains tenues pour leur recyclage systématique.</p> <p>BUNIA : <b>623</b> patients présentaient des problèmes psychologiques et ont été soutenus dont <b>397</b> patients, soit 64% au 1<sup>er</sup> contact après viol avec comme plaintes principales la crainte du rejet, la peur, la tristesse, honte et plaintes somatiques, 226 patients, soit 36% ont été soutenus au rendez-vous.</p>	pour les rencontres mensuels	<p>facilite le travail sur terrain et le suivi de ces dernières.</p> <p>Le suivi de survivantes en famille ou domicile permet de se rassurer de son intégration et même de sa guérison.</p>
Appui aux CAM : loyer, construction CAM, matériels, primes encadreurs CAM, ...	<p>BENI : 93 apprenantes formées en métiers dont 50 à Mavivi et Mangango et 43 A oicha</p> <p>-Les métiers appris : la couture, la broderie, le tissage des paniers, le tricotage, la champignonnière, la cuisine, la pâtisserie, l'alphabétisation conscientisante, l'hygiène et les droits humains .....</p> <p>BUNIA : 75 apprenantes formées en métiers dont 58 à NIZI et Kantonie et 17 A Dele</p> <p>-Les métiers appris : la couture, la broderie, le tissage des paniers, le tricotage, l'alphabétisation conscientisante, l'hygiène et les droits humains .....</p>	<p>Le déplacement massif occasionne l'irrégularité des apprenantes et même la fermeture du CAM de KOKOLA</p> <p>Le cout du loyer de CAM qui monte suite au cout de la vie et aussi à l'inflation monétaire. Et l'insolvabilité de certain membre de la communauté qui bénéficie de services de CAM</p>	Les apprenantes formes dans les CAM reçoivent des brevets de formation avec l'appui du service social du territoire de Beni et servent de main d'œuvre locale pour les communautés en matière de coupe et couture, cuisine, ....
Appui à la réinsertion scolaire de VVS	<p>BENI : 76 élèves victimes de SVS réinsérés dont 56 à Beni et 20 à oicha</p> <p>* primaire : 45 ELEVES</p> <p>*secondaire : 31 ELEVES</p> <p>- 55 élèves victimes de massacre réinsérés :</p>	Le déplacement massif occasionne l'irrégularité des apprenantes	La réinsertion scolaire en forme d'appui au cantines scolaires et appui en matériel didactique garantissent la scolarisation de victimes dans un moyen et long terme.

	<p>dont 4 assistés par la charité et 51 par FFC, lors de la mission de solidarité de l'UNION AFRICAINE.</p> <p>BUNIA : 56 élèves scolarisés, dont au niveau du primaire : 24 avec 17 réussites et 4 échecs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au niveau du secondaires : 32 avec 26 réussites et 6 échecs</li> </ul>		
Octroi de Kit de sortie pour l'intégration sociale des VVS après formation dans les CAM	16 SVS ont bénéficiés du jury et la remise des brevets à OICHA et le kit de sortie pour l'intégration dans la société est bien préparé.	CAM secondaires non très actifs suite à l'insécurité	La coupe et couture est l'activité fard réalisée par les CAM secondaires.
Appui aux unités de transformation de produits agricoles et renforcement des AGR en groupe	32 SVS ont bénéficié de la formation de la transformation des produits agricoles ; 14 font la culture des champignons et 33 dans le renforcement des AGR en groupe sous forme des AVEC.	Rareté des semences en champignons et observation de la salubrité pour la préparation des intrants pendant la semence.	Les AVC sont des initiatives vivantes de l'autonomisation de la femme pour son entrepreneuriat. Fonde sur la confiance entre les membres, celles-ci facilite l'accès facile aux crédits avec comme gages les parts déjà enregistrés dans le groupe.
Assistance sociale (biens de premières nécessités)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bénéficiaires des vivres et non vivres : 150 déplacées de guerres, 12 pygmées et 2 bantous SVS de 3ème âge et.</li> <li>- bénéficiaires d'abris : 32 Ménages de pygmées déplacés à Mavivi Ngite</li> </ul> <p>Bunia : 365 victimes ont bénéficié de biens de premières nécessités : savon, pagne, babouche, sou vêtement, ...et 2 activistes âgées en appui direct</p>	Besoin d'un appui régulier en soins médicaux pour les bénéficiaires de 3ème Age car elles sont très fragiles.	La sensibilité au conflit facilite l'assistance aux nécessiteuses tenant compte de la spécificité de chaque cas ou communauté.
Suivi des activités socioéconomiques	150 bénéficiaires ayant bénéficié des semences sont suivies régulièrement	Consommation de la production ainsi que de la semence, sans penser à la saison culturale prochaine	Les champs communautaire servent pour multiplier les semences pendant que les champs individuels sont destinés à suppléer en vivre dans la famille.



**RESULTAT 4 : les messages de lutte contre les violences basées sur le genre sont largement diffusés au sein des communautés**

ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
Mobilisation de communautés et tenue des réunions stratégiques	<p>-Nombre : 2 séances tenues</p> <p>-Lieu : Oïcha/Beni et Mwanga/Bunia</p> <p>BENI : Nombre de participants : 50 personnes dont les leaders locaux, les femmes candidates et les autorités politico-administratif</p> <p>-Thème : Etat de lieu de la situation des femmes d'Oïcha face aux violences. à l'occasion de la journée internationale des femmes africaines.</p> <p>Bunia : les violences sexuelles et ses conséquences : services offertes par le centre KWM de Bunia : 35 leaders communautaires conscientisés.</p> <p>48 victimes référées par les leaders locaux conscientisés à Mwanga et Oïcha.</p>	<p>-mise en œuvre des engagements puis par les leaders locaux.</p> <p>-besoin d'élargir cette activité auprès des autres leaders et autres sites</p> <p>-disponibilité de certains leaders locaux lors des heures de travail, cas de la police et de chefs administratifs du milieu</p>	<p>Les échanges lors de réunions stratégiques avec les leaders sur leur rôle renforce la lutte contre les enragements à l'amiable en matière de violences sexuelles déjà prohibées par la loi du 20 juillet 2006.</p>
Séminaire, atelier de sensibilisation des leaders sociaux	<p>-Nombre : 1 atelier</p> <p>-Lieu : salle de réunions de la SOFEPADI</p> <p>-Participants : 30 personnes venus de service genre, affaires sociales, membres de groupe Dialogue, conseillères de terrain</p> <p>-Thème : Notion de droits de l'homme dont la résolution 1325, l'examen périodique universel, et les notions de sécurités</p>	<p>Il n'y avait pas une structure continue afin d'examiner les avancés des recommandations de l'EPU</p>	<p>-Implication de ces participants dans la documentation des cas de violations de DH</p> <p>-Nécessité d'avoir un cadre pour examiner les recommandations du comité EPU.</p>
Implantation des panneaux et diffusion de spots	<p>7 panneaux ont été installés. Ces panneaux portés certains messages tel : dénonçons les violences sexuelles faites aux femmes et filles.</p> <p>1panneau est installé à la mairie portant le message sur la participation de la femme« parité 50-50 » soutenu par RSLF</p>	<p>Délabrement de anciens panneaux certains panneaux dont celui de la clinique juridique d'oïcha, du CAM de Mangango et celui de Kalongo.</p>	<p>Pour la visibilité, ces panneaux doivent être réimplantés</p>

		Pour la visibilité, ces panneaux doivent être réimplantés	
Dépliants informatifs, brochures et modules	<p>BENI : 834 dépliants, 285 modules ont été distribués aux participants des différentes activités</p> <p>-30 exemplaires des recommandations de l'EPU ont été donnés.</p> <p>-25 exemplaires accords d'Addis-Abeba ont été distribués pendant l'activité</p> <p>-Distribution des pagnes produits par Alerte International dans le cadre du mouvement RSLF lors de la journée internationale de la femme</p> <p>BUNIA : Au total 1707 dépliants étaient distribués.896 sur la loi réprimant les violences sexuelles et 411 sur les activités du centre Karibuni Wa Mama.</p> <p>20 Boites à images sur les violences faites à la femme ont été distribuées dans 10 communautés en territoire d'Irumu et de Mambasa.</p>	<p>La qualité de l'impression nous fait parfois défaut.</p> <p>Insuffisance de dépliant en langue locale.</p>	Le message est compris et les cas sont orientés à la SOFEPADI pour assistance.
Campagne médiatique	<p>Couverture médiatique des activités organisées dont :</p> <p>*à l'occasion de la journée internationale de la femme respectivement à Beni, Oicha, Mangina, Kabasha.112 spot</p> <p>*Ecole de la campagne</p> <p>*Atelier d'analyse de la loi sur la parité</p> <p>*cadre de concertation sur l'enregistrement des enfants à l'Etat civil.</p> <p>8 émissions télévisées animées à Kinshasa à la</p>	La conservation des supports audio et visuels des émissions diffusées	<p>Le partenariat avec les radios et télévisions communautaires facilite la diffusion de message a un prix abordable.</p> <p>Les articles portant sur les activités de SOFEPADI et les différentes interventions aux forums internationaux font la visibilité de l'organisation</p>

	RTGA, RTNC, ...		
<b>Animation des émissions radiodiffusées</b>	<p>BENI: 45 émissions radios diffusées animées : 45</p> <p>*diffusion en direct : 33</p> <p>*rediffusion : 12</p> <p>Thèmes :</p> <p>*la paix dans la famille, la paix au monde ;</p> <p>*les formes de violences sexuelles,</p> <p>*les droits de l'homme c'est le droit de la femme ;</p> <p>*les notions basiques de la sécurité et les élections.</p> <p>- Nombre de feedback enregistrés : 114</p> <p>- Référencement suite aux émissions radio : 11</p> <p>BUNIA : 81 émissions diffusées dont 31 passées en direct et 50 préenregistrées. Parmi ces émissions il y a eu 48 diffusions et 13 rediffusées. Les rediffusions étaient suite aux demandes des auditeurs qui trouvaient les sujets intéressants et à cause de certains problèmes techniques au niveau de la station.</p>	<p>Faible implication de bénéficiaires dans l'animation des émissions radios.</p> <p>Pannes techniques au niveau de la radio communautaire RTK et RCR Bunia</p>	<p>L'enregistrement des interviews des invités et des bénéficiaires sert d'outil pour les émissions participatives.</p>
Organisation des descentes de sensibilisation communautaire	<p>BENI : 116 descente de sensibilisation réalisées dans les lieux suivant : parking de taximan, marché central de KILOKWA, dans les Eglises, des écoles, bureau de quartier et commune rurale d'oicha, instituts supérieurs, et universités</p> <p>-Nombre des personnes touchées : 22765 (dont 14 074 femmes et 3 109 hommes et 5582 jeunes</p> <p>-Thème :</p> <p>*la paix dans la famille, la paix au monde ;</p>	<p>L'insécurité Qui cause le déplacement massif de populations dans l'axe de kokola, Eringeti a freine la tenue de séances de sensibilisation.</p>	<p>Les boites à images et bandes dessinées sont des outils de sensibilisation qui facilite la compréhension de la matière.</p>

	<p>* les formes de violences sexuelles, *les droits de l'homme c'est le droit de la femme ;  *les notions basiques de la sécurité et les élections.  -Nombre des dossiers référés par la sensibilisation : 18  BUNIA : 44 séances de sensibilisation animées, dans les marches, écoles quartiers et camp militaire.  5724 personnes ont été sensibilisées contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Parmi elles, nous avons 1337 hommes, 2469 femmes et 1018 jeunes.  502 réactions des participants enregistrées lors de séances de sensibilisation.</p>		
Production (bilingue) des FOLIO SOFEPADI pour la visibilité	<p>350 dépliants bilingues produit et distribués pendant les missions externes de mobilisation de fonds et de plaidoyer.  Large diffusion du travail du centre KWM et de tout SOFEPADI en général.</p>	Lenteur de l'imprimeur pour la production des dépliants bilingues par rapport à la demande	Le dépliants en deux langue est un support important a des actions de plaidoyer et de mobilisation de fonds.
Définition et mise en œuvre du plan de communication Interne et externe	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 formation du personnel sur le plan de communication</li> <li>- Alimentation de la page face book</li> <li>- Production d'une vidéo documentaire sur les actions de la SOFEPADI</li> </ul>	Personnel moins outillé sur la prise des images et traitement de la vidéo	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le Partage d'au moins 3 photos phares après chaque activité est une bonne stratégie pour la mise en jour d'informations sur le site de SOFEPADI, page Facebook, ...</li> <li>- la Rédaction des petits messages clés avant toutes activités facilite la compréhension et l'appropriation de l'activité par les participants.</li> </ul>
Organisation des activités ou soirée de levé de fond	<p>Deux activités culturelles organisées pour la levée de fonds. Une soirée de galante tenue à Kinshasa et un concert musical organise à Genève</p>	Limite de temps pour l'organisation logistiques des activités de mobilisation des fonds	L'implication de medias et de maison de communication dans les actions de mobilisation facilite la logistique et assure la large diffusion de l'activité.

Formation sur la gestion du site	Engagement d'un consultant web master charge de la gestion du site web de SOFEPADI et media sociaux	Connexions instables	La mise en jour des données sur le site web et les medias sociaux attire les visiteurs du site et concourt aussi à la mobilisation des ressources.
<b>RESULTAT 5: les chances de la participation de la femme à la prise de décision au niveau locale, provincial et Nationale sont accrues</b>			
ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
1. Organisation des Rencontres communautaires avec les groupes de dialogues			
1.1 redynamisation des GD	-Nombre des GD fonctionnels : 22 *GD Communautaires : 14 (Beni, Bulongo, kabasha, Kasindi, Mangina, Maboya, Mabuku, Mbau, Oicha, Cantonie, Kunda, Miala, Rwambara et Nyakunde), *GD Universitaire : 8 (UCBC, ISDR, UOS, UNIC, ISC, ISTM oicha, ISTM Bunia et ISPASC Bunia)	Certaine zone dont Bulongo et Kasindi devenues inaccessibles pour le moment suite à l'insécurité	Le contact est gardé avec les facilitateurs de ces GD. L'appropriation par la communauté fait avancer le travail
1.3 Structuration de GD universitaires	-Nombre des GD structurés 4: ISTM-oicha, UNIC-Beni, ISC-Beni, ISPASC	GD de l'UNIC est moins actif, réunir les membres est un problème vu que la majorité est fonctionnaires	Les GD servent d'écoles de leadership et de la démocratie au sein de la communauté.

	<p>*GD Communautaire</p> <p>-Nombre de rencontre=65</p> <p>-Nombre des participants=1313 dont femme 790 et Homme 523;</p> <p>-Les thèmes abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'accès à la parole dans l'espace public</li> <li>○ L'exclusion sociale</li> <li>○ participation à la gestion des biens communautaires</li> <li>○ Droit d'accès à l'héritage</li> <li>○ Participation des femmes aux élections,</li> <li>○ participation de tous au processus électoral,</li> <li>○ Rôles des femmes dans la résolution pacifique des conflits,</li> <li>○ Accès des femmes aux instances de prise des décisions,</li> <li>○ Accès égal à l'éducation</li> </ul> <p>*2° GD universitaire</p> <p>-Nombre de rencontre=25</p> <p>-Nombre des participants=499 (femme 283 et Homme 216)</p> <p>-Les thèmes abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Genre et parité</li> <li>○ Accès des femmes aux instances de prise des décisions,</li> <li>○ la promotion du leadership féminin en milieu</li> </ul>	<p>-irrégularité dans la tenue des rencontres voir déplacement de certains membres vers d'autres milieux suite à l'insécurité dans la région</p> <p>- les absences des membres à des rencontres en période culturelle</p> <p>-passivité et incompetence de certains membres du comité de diriger le groupe de dialogue</p> <p>- irrégularité de convoquer les réunions quand certains facilitateurs se disent être occupés autrement</p> <p>-Mauvaise gestion des conflits entre les membres du groupe</p> <p>-changement des autorités académiques avec risque que le nouveau staff ne puisse favoriser le groupe d'être Perrin,</p> <p>-Différence dans la programmation des étudiants de différentes auditorios rendant difficile que tous les membres se présentent à la rencontre de GD,</p> <p>-Difficulté d'accepter qu'un étudiant non originaire de la région c'est à dire qui n'est pas de l'ethnie majoritaire (Nande)</p>	<p>-Régir le groupe par un règlement d'ordre intérieur défini par les membres eux-mêmes pour l'intérêt de leur groupe.</p> <p>-préparation du thème avec les facilitateurs en associant autres membres (qui est en mesure de faciliter) pour préparer les successeurs des facilitateurs</p> <p>- L'explication de mots clés du thème dans la langue usuelle des membres de GD, au besoin soutenu par des exemples concrets, et les boîtes à image facilite la compréhension et suscite la participation de tous.</p> <p>- la formation sur la résolution et gestion des conflits suivie par les facilitateurs permet à ceux-ci de gérer les conflits entre les membres de GD, comme pour tout autre groupe.</p> <p>- La connaissance des droits en général et droit à l'héritage en particulier est un préalable pour minimiser le risque de voir ses droits être violés.</p> <p>-Les thèmes développés dans les GD touchent les problèmes réels de la communauté et résolvent des conflits dans les communautés. Cas de thème sur d'accès à l'héritage, accès à la parole et gestion des biens publics. C'est nécessaire de multiplier les séances de sensibilisation et de documenter les cas pour tenter de résoudre les conflits de manière pacifique.</p> <p>-Signature d'une convention de partenariat avec les autorités académiques dans le but</p>
--	---	---	---

	<p>universitaire : stratégies pour pallier aux obstacles liés à l'élection des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accès à la parole dans l'espace public</li> <li>○ participation à la gestion des biens Communautaires</li> <li>○ la discrimination identitaire</li> <li>○ Harcèlement sexuel en milieu universitaire</li> <li>○ Participation des jeunes en cas des conflits au sein de leur Communauté participation de tous au processus électoral,</li> <li>○ Rôles des femmes dans la résolution pacifique des conflits,</li> </ul>	<p>puisse occuper un poste de décision (cas de l'étudiant Amani Ramazani de l'ISDR qui voulait postuler comme porte-parole des étudiants et qui n'a pas pu parce que il est de la tribu REGA, -problème d'exclusion qui se manifeste par l'existence des petits groupes d'étudiants selon leur origine(ISDR)</p>	<p>de faire assoir le GD à travers les universités. En cas de changement des autorités, il faudrait de nouveau contact avec les autorités pour renouveler cette convention.</p>
<p>Sensibilisations effectuées par les membres des Groupes de dialogue</p>	<p>- sensibilisation communautaire : 10 - Sensibilisation médiatiques : 12 - Personnes atteintes par la sensibilisation communautaire : 212 dont 127 femmes et 85 hommes -Thèmes : * Comprendre la parité * violences domestique faites à la femme * Parité dans des instances de prise de décision. (état de lieu de la parité dans chaque axe) * participation à la gestion des biens publics et au développement * enregistrer les enfants à l'Etat civil * Les conséquences de la polygamie</p>	<p>Manque de document juridique pour la reconnaissance de GD par les autorités politico administratives locales.</p>	<p>Le règlement intérieur vise par l'autorité locale sert d'évidence pour l'existence et l'acceptation d'un groupe de dialogue</p>

	dans le foyer		
Renforcement des capacités de membres de groupes de dialogue	Formation du secrétaire de Kabasha sur l'approche AVEC à Goma par Alerte International	Maitrise de l'approche AVEC dans les communautés habituées a de mutuelles de solidarités MUSO.	L'implémentation des AVEC dans les GD renforcent la viabilité du groupe et la cohésion entre les membres.
Organisation des ateliers d'échange d'expérience entre les groupes de dialogue ;	-Nombre atelier : 1 -Cible : les étudiantes en poste de prise de décision et leurs autorités académiques -Nombre participant : 21 dont femme 19 et Homme 2	Disponibilité limite des étudiants pendant les périodes des examens et de stage.	le mentorat facilite le coaching des jeunes leaders étudiants membre de Groupe de Dialogue.
Organiser des d'état de lieu de la situation de la femme et faire le suivi des groupes de dialogue	-2 ateliers sur l'analyse de la loi sur la parité -nombre participants: 48 dont femme 24 et homme 24	retard de certains participants travailleurs et membres de GD	Les copie de la loi sur les droits de la femme et de la parité distribues aux participants ont facilites les séances d'analyse et échanges aux groupes.
Organisation des rencontres d'échange avec les femmes candidates	-2sessions d'école de la campagne -nombre participants : 25 dont femme 23 et homme 2	Difficultés d'identifier les toutes les potentielles candidates non encore enregistrés au niveau de la CENI et des partis politiques	L'expertise de MCAIN Institut nous a été très utile pour les formations pratiques de femmes candidates.
Organisation des campagnes de sensibilisation et de mobilisation de masse	-1football des femmes à Beni Et 2 activités de mobilisation de masse à Mangina et à Kabasha à l'occasion de la journée internationale des femmes	Faible couverture médiatique des activités du mois de mars	La conférence de presse et les émissions radios permettent aux femmes candidates de s'exprimer et de parler de leurs projets de société.
Organisation des rencontres d'expression populaire ou foire culturelle.	-Nombre de participant 78 dont 46 hommes et 32 femmes -lieu : salle communautaire du groupe de dialogue de Kabasha -Date : le 17 Juillet 2016 -Problème clé : paiement Taxes illégales au marché de KABASHA frein pour la participation des femmes	Faible implication de délégué de noyau de la société civile dans les préparatifs des TEP	Les tribunes d'expression populaires sont des opportunités de plaider qui permettent de rapprocher les gouvernants auprès de gouvernées à la base.



**RESULTAT 6 : la réconciliation inter et intracommunautaire est améliorée par les dialogues communautaires et les actions de prévention et transformation des conflits**

ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
Organiser les dialogues communautaires sur les causes de conflits identifiées pendant la RAP	- 800 entretiens individuels et 18 focus group tenus - Organisation d'un dialogue communautaire en juin 2016 avec un contrat social Thème : conflit des limites entre la localité Ngite et Mavivi -Nombre de participants : 180	Absence de certains acteurs clés dans le dialogue pour faciliter la résolution pacifique de ce conflit. Cas du chef de localité de Mavivi pour de raison judiciaires	Le comité de suivi est une structure important pour assurer le suivi de respect des engagements prises par les parties en séances de dialogue social.
Organisation des séances de résolution des conflits par la médiation et la réconciliation	-Nombre de médiation : 109 -conflits résolus : 67 sur les 287conflits identifiés	Certains membres de noyau de paix ont été impliqués dans certains conflits soit directement ou indirectement.	Les actes d'engagements visés par l'autorité locale, servent de preuve de médiation et de résolution pacifique de conflit.
Activités de mobilisation communautaire sur la paix dans le cadre de prévention des conflits faite à travers les villages	Nombre des personnes atteintes 1573 dont 814 femmes et 759Hommes	Irrégularité de certain membre dans les séances de noyau de paix	La tenue régulier des séances d'analyse de contexte par les noyaux de paix permettent de documenter en temps les différents conflits identifiés et de les résoudre par la médiation et la réconciliation.
Activités de mobilisation communautaire contre les stéréotypes et autres mauvaises pratiques fait contre la femme à travers les villages	Nombre des personnes atteintes 3095 dont 2367 femmes et 728 Hommes.	Faible appui logistique pour assurer la mobilité de membre de Noyau de Paix	Le travail en commission au sein de noyau de paix facilite l'implication de tous les membres.  Les exemples de changement documentes parmi les membres de noyau de paix ont servent de model pour les autres membre de communautés.
appui institutionnel des Noyaux de paix	Construction de 2 paillotes de paix, équipés des bancs respectivement à Mavivi et à Bingo	La sous-estimation du budget pour la construction de paillotes de paix par rapport aux promesses reçu de la	Le partenariat avec la maison de construction ECOBATH et le suivi de membre de communauté des travaux sur terrain contribue à l'évolution des travaux avec l'appui des uns et des autres.

		part de partenaire lors de l'assemblée de lancement du projet.	
Mise en place des groupes champions en genre impliquant l'inclusion du genre dans la transformation des conflits	14 groupes champions en genre contenant chacune 5 membres dont 3 femmes sont implantées dans les 14 localités du groupement Batangi Mbau. Ils sont chargés de la mobilisation communautaire sur la promotion du genre	Besoin en formation spécifique sur le genre et les droits des femmes au groupe de champions en genre.	Les mouvements sociaux de promotion de droit de femmes se renforcent avec les dynamiques locales, cas de champions en genre.
Formation sur le leadership et la bonne gouvernance	-Thème : * Forum Dynamique Genre et réflexion sur le plan de changement * Planification et tenue de document en gestion * Dynamique Genre et la Stratégie de la Mise en Œuvre du Plan -Nombre participants : 275 dont 139 hommes et 136 femmes	Le report de la formation en deux reprises n'a pas permis à tous les participantes de se présenter à la formation.	La formation de formateur suivi de l'appui logistique conséquent est une bonne stratégie de disséminer les matières apprises.
Accompagnement de la mise en œuvre des contrats sociaux	Un comité de suivi de 12 personnes a été mis en place	Appui au fonctionnement du comité de suivi	La RAP est une approche à base communautaire a encourager pour la résolution pacifique de conflit.
<b>RESULTAT 7 : Le renforcement structurel de SOFEPADI est assuré</b>			
ACTIVITES	DESCRIPTION ACTIVITES	DEFIS	LECONS APPRISES
Renforcement de capacités des membres de noyaux des victimes, groupe de Dialogue, Noyaux de paix, conseillères terrain (formation, équipement, prime, frais de fonctionnement, distribution des téléphones aux relais implantés dans les villages,...).	22 Groupes de dialogue appuyés, 10 téléphones distribués aux 10 conseillères de terrain de Bunia et 14 noyaux de paix appuyés. 12 postes radios distribués aux groupes de dialogue pour suivre les émissions radios. 2 paillotes de paix construite à Mavivi et à Bingo en complément de 2 autres construites à 2015 pour le groupe de Dialogue de Beni et de Kabasha.	Réponse limitée aux besoins logistiques des organisations de base : cas de moyen de transport et de communication.	Le remise des biens et ressources aux organisations de base (GD, NP, CDT, NV, ...) lors de réunions en groupe est un signe de redevabilité interne et externe.
Construction d'un centre d'accueil	Finissage de la construction de locaux pour le	Hausse de prix et rareté	Le partenariat avec la maison de

<p>pour autofinancement et hébergement de victimes et construire des locaux pour le centre Médical Karibuni wa Mama à Bunia</p>	<p>centre médical Karibuni Wa Mama Planification et mobilisation des fonds pour la construction du centre d'hébergement de victimes à Beni.</p>	<p>de certains matériels important pour la construction : ciment, briques, tôlés, ....</p> <p>La saison pluvieuse qui handicape le déroulement des travaux en temps imparti.</p>	<p>construction BEATEC facilite les travaux de construction.</p> <p>La salubrité et la sécurité du centre médical sont de préalable pour la viabilité du centre.</p>
<p>Participation aux Forums et échanges internationaux, régionaux</p>	<p>une conférence sur les mariages précoces en temps de guerre, en collaboration avec l'Université York de Canada tenue à février 2016 à Kinshasa ;</p> <p>le 2 avril, la PCA a reçu le prestigieux prix Ginetta Sagan d'Amnesty Internationale, aux Etats-Unis à San Francisco</p> <p>En Mai, SOFEPADI a participé au sommet de Women Delivery et Sommet Humanitaire Mondial, tenue à Istanbul.</p> <p>La PCA et la Coordinatrice du centre médical, ont été honorés à Kinshasa par le prix de la JIFA</p> <p>Participation au 13ème Forum AWID 2016 ayant pour thème : « Horizons féministes ; construire un pouvoir collectif pour les Droits et la justice » Tenu à BAHIA au Brésil.</p> <p>La Présidente de la SOFEPADI a animée deux conférences avec les étudiants de l'université</p>	<p>Le processus de renouvellement de passeport et de demande de visa demande du temps conséquent.</p>	<p>Les missions et voyages internationaux sont des opportunités de plaider pour la mobilisation des fonds et la visibilité de l'organisation.</p> <p>Le bureau permanent de SOFEPADI à Kinshasa facilite le processus de visa auprès de différents Ambassades et représentation diplomatique.</p>

	<p>de Québec et Karlnewton sur :</p> <p>☑ les initiatives mises en œuvre par les femmes pour leur progrès en RDC</p> <p>☑ l'accès à la justice pour les femmes, quels sont les obstacles et les avancées en RDC.</p> <p>EN Novembre 2016, la chargée de communication a participé au concert de charité organisé à Genève,</p> <p>Le bureau de Kinshasa a travaillé dans la rédaction du cinquième rapport du groupe thématique RRSSJ sur les Risques sécuritaires liés aux élections ; comme rapporteur principal du Forum des Organisations de la Société Civil sur le suivi de la Mise en Œuvre de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba,</p>		
Formation du personnel en logiciels comptable, informatique, techniques d'animation, anglais, conduite auto,...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un juriste forme à la 33eme session d'Equitas à Montréal juin 2016</li> <li>- recyclage du staff de finance sur le logiciel sage tenue à Bunia a mai 2016</li> <li>- recyclage de staff de Beni en excelle et medias sociaux ;</li> </ul>	Limite de l'INPP pour programmer les formations bénéfiques au personnel selon leur demande.	Le plan de renforcement de capacités permet de répondre aux besoins en formation du personnel dans le temps records.
Formation professionnelle des stagiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 stagiaires professionnels encadrées</li> <li>- 8 stagiaires dans le cadre d'exigence du cursus scolaire dont 5 étudiants et 3élèves</li> </ul>	Capacité limitée pour encadrer les stagiaires professionnels.	Les stagiaires professionnelles renforcent les ressources humaines et contribue a la réalisation des activités sur terrain.
SUIVI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 13 descentes de suivi des GD et noyaux de paix réalisées par la coordinatrice</li> <li>- Nombre des participants=263</li> </ul>	Insuffisances d'outil de suivi et évaluation.	Besoin du personnel chargé de suivi et évaluation.
EVALUATION	- évaluation organisationnelle et programmatique en janvier 2016 par François	Harmonisation de programme de suivi et	Les activités institutionnelles comme les évaluations et les audits renforcent les

	<p>L'enfant de Alerte International</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluation des résultats des activités TW en avril 2016 par Laurent Ikundji M &amp; E de FAO</li> <li>- évaluation en mai 2016 sur la tenue des outils, classement des rapports et autres évidences par Patient Keendja M &amp; E International Alert et Theodore Mbiya M &amp; E de consortium TW</li> <li>Evaluation institutionnelle de pool found tenue avec PNUD et UNICEF à Bunia ;</li> <li>- Diagnostic institutionnelle tenue par TROCAIRE à Bunia.</li> <li>- des séances de spot check conduites par UNICEF a Bunia.</li> </ul>	évaluation de différents partenaires.	crédibilités de l'organisation en vers ses membres et bénéficiaires et aussi envers les partenaires.
--	---	---------------------------------------	--

### 3. QUELQUES CAS DE SUCCES

#### ➤ Volet Consolidation de la paix

-L'évolution est grande dans les localités du groupement de Batangi-Mbau car les chefs des certaines localités commencent à associer les membres des NP dans les résolutions pacifique des conflits, ils ne se voient pas comme des rivaux ; cas typique du témoignage d chef de localité de Mbumbi

#### ➤ Volet juridique

-Sous RECL 1186 pour le dossier des enfants en conflit avec la loi : pendant que l'enfant garçon était devant la barre la famille de ce dernier est allée négocier avec la famille de la victime à la maison pour lui remettre l'argent afin de réparer les préjudices. A l'issu de leur accord, la famille de garçon a remis 500 dollars en guise de réparation volontaire.

-Sous RMP 2758/ RP 325 : une veuve vivant seule dans son champs à Halungupa, âgée de 61 ans fut violée par un voisin. Grace à une bonne collaboration avec les OPJ, le voisin présumé auteur a été arrêté et transféré au parquet malgré les influences coutumières. Et aujourd'hui, le présumé est condamné à 20 ans de prisons ferme et 2500\$ USD de dommages et intérêts.

Pour les dossiers SGBV :

- Une maman résidente à MANGINA mariée à un policier actuellement. Ils se sont séparés car le mari est devenu un Mai mai. Elle fut abandonnée et menacée. Grace à la SOFEPADI, elle a été remise dans ses droits, son mari a restitué la parcelle et deux champs par son mari.

-Une fille une fois rendu enceinte a laissé ses études, cette année elle a repris les études grâce à nos interventions auprès de et le bébé est aujourd'hui pris en chargé en totalité par la belle famille.

-Une maman âgée de 70 ans a été agressée par des bandits. Le cas nous été référé par les chefs religieux de Boikene qui était de passage dans la contrée. Nous avons sensibilisé sa famille et elle a accepté de la prendre en charge et elle a été délocalisé jusqu'à Butembo par SOFEPADI hébergée chez sa fille

- Le SYECO (syndicat des enseignants du Congo) Antenne de Beni a pris l'engagement, à l'issu du forum organisé pour la Conscientisation des leaders communautaires sur leur rôle dans la lutte contre les violences basées sur le genre, de canaliser la liste des enfants orphelins de massacres au niveau provincial pour un plaidoyer afin d'être scolarisés. La liste a été reçue mais il n'y a pas encore de réponse concrète.

➤ **Volet psycho-social**

-Adhésion de certaines svv au noyau des victimes dont une s'appelle Grace à Mavivi

- Mis en place des jardins potagers pour l'autofinancement (exemple de 3 jardin de mashauri et Asinata à Oicha) et ce, après formation sur l'autofinancement et entrepreneuriat féminin

➤ **Volet bonne gouvernance**

❖ **Election des femmes**

• Oicha

Madame Noëlla Kavira KATONGERWAKI, nouvelle adhérent au Mouvement RSLF à travers ASADHO, élue présidente de la coordination de la société civile Territoire de Beni, avec 33 voix sur 39 votants. Trois autres femmes font partis de ce nouveau comité et occupent respectivement les poste de secrétaire rapporteur, trésorière et conseillère.

• UCBC

- Masika Mayele Mac (facilitatrice du GD) et Diane Kyanga (trésorière du GD) ont été élues le 9 Mars respectivement comme délégué facultaire de l'économie et de la communication
- Sept autre étudiantes, membres du GD ont été nommées comme des ministres dans le gouvernement du comité des étudiants

• Maboya

- Pour la première fois, une fille a été élue comme représentante des élèves de son école l'Institut Malkia wa Amani de Maboya. Par ce poste, elle participe dans le conseil de gestion. Cela est aussi le résultat de la sensibilisation des membres du groupe de dialogue
- Dans la Mutualité Jeunes unis pour le développement de loya « JUD/LOYA » se trouvant à Maboya, après élection, une fille est passée comme **présidente** avec 4 autres filles passées comme secrétaire, conseillère, chargée de protocole et de discipline. Les garçons n'ont occupé que les postes de vice-président, trésorier et conseiller. Ce qui est contraire pour les autres mutualités du milieu où le poste de trésorerie n'est réservé qu'aux filles. Ceci est le résultat de la sensibilisation.

• Mabuku

- Le 13/3/2016, l'association des donneurs de sang a organisé l'élection des membres du comité de gestion. Avec les sensibilisations que mènent les membres de GD de Mabuku sur l'inclusion des femmes dans la gestion des choses publiques, les femmes ont été élues en remplacement des hommes. Il s'agit de Kavira Kasindi et Kyakimwa Vindu, respectivement comme présidente et vice-présidente

#### ❖ **Nomination d'une femme**

- A Beni,
  - nomination de Kanyere Kinyoma José comme chef de cadastre/Service étalique
  - Mademoiselle Mapendo Lenganaiso, Facilitatrice du groupe de dialogue de l'UOS a été nommée depuis le 29/7/2016 comme responsable chargée de genre dans le conseil communal de la jeunesse, compte commune Beu/Beni
  - Mademoiselle Gerlyne Bwanandeke, nommée comme chargée de Budget dans le programme de la mise en œuvre du plan local de développement dans la commune Ruwenzori/Beni
  - Nomination de 3 femmes dans le service de à l'état civil de la commune Bungulu et elles sont basées dans des hôpitaux. Il s'agit de VALYANANDI SADIKI NARCISE à l' HGR- Beni, de KAVIRA MAKASI BEATRICE au CEM NYAKUNDE et de KASOKI MUVUNGA EDWIGE au Centre de Santé de KANZULI
- Territoire de Beni
  - Nomination de 2 femmes comme chefs de quartier à Bulongo, et à Oïcha ( dans le quartier Masosi)
  - nomination de Kavira Ndekeluka Domina comme chef de cadastre

#### ❖ **Recrutement du personnel femme pour équilibrer la parité homme-femme**

- Au bureau du secteur de Rwenzori,
  - A l'issue de la signature de l'acte d'engagement au mouvement Rien sans les Femmes, le chef du secteur de Rwenzori a informé la délégation du détachement du BUREAU de l'ETAT civile à KASINDI et à BULONGO. Une opportunité a été donnée aux membres du groupe de dialogue de Kasindi, à travers SOFEPADI, de désigner une femme qui sera secrétaire dans le bureau de de l'Etat civil, poste de détachement de KASINDI. Ainsi, Mademoiselle **Arlette Kavira Vavwirwa** a été recommandée à ce poste.

#### ❖ **Déclaration des mariages à l'état civil**

- 45 couples ont déclaré leurs mariages à l'état civil. Cela est le résultat des actions de sensibilisation et de plaidoyer menées par les membres des groupes de dialogue de kabasha, Mangina, Bulongo, Kasindi accompagné par SOFEPADI et ce, après le développement du thème sur le partenariat homme-femme dans les ménages. Leur plaidoyer a consisté à demander au fonctionnaire délégué de la commune rurale de Mangina, la diminution du frais d'enregistrement de mariage (au lieu de 18\$ couramment demandé, réduire à 10\$) Ceci a été obtenu

#### ❖ **Résolution des conflits**

- A Mabuku

En date du 7/1/2016, le facilitateur et la facilitatrice du groupe de dialogue ont été appelés à intervenir dans la résolution d'un conflit. Notons que la cause de ce conflit était dû au partage des biens entre les conjoints (Masika Françoise et Katembo Ozeni) en voie de séparation. Les facilitateurs ont joué le rôle de médiateurs et ce, sur invitation de secrétaire de l'agglomération de Mabuku qui a reçu ce cas au niveau de son bureau et l'a référé à ces facilitateurs. C'était une occasion pour ces derniers de mettre en pratique les acquis de la formation qu'ils ont eu sur la prévention et résolution pacifique de conflit en décembre dernier. Le processus de résolution de ce conflit est encore en cours.

- A Mangina,  
Autour du conflit qui opposait les dirigeants de l'Eglise Catholique et les membres du comité de Gestion d'eau potable. Les membres du GD, ont fait la médiation en allant écouter les deux parties. Pour l'Eglise catholique, la gestion des bornes fontaines doit retourner à l'Eglise, une idée totalement rejetées par les membres du comité actuel. Une élection a été organisée sous la facilitation des groupes de dialogue pour que l'inclusion des représentants de différentes religions dans ce comité soit de mise.

❖ **Soutien des groupes de dialogues universitaires par les autorités académiques**

- A l'ISDR,  
Depuis le 19/3/2016, un espace dénommé « Echos du groupe de dialogue » est accordé aux membres du GD pour passer chaque lundi le message aux étudiants lors de leur rassemblements. Les messages donnés sont tirés de leçons apprises après animations d'un thème dans le GD, aussi le message sur la connaissance du mouvement Rien sans les femmes.
- A l'UOS,  
Intéressé par la thématique abordée dans le groupe de dialogue, le Directeur General de cette université a pris l'initiative de créer pour l'année académique prochaine (2016-2017) le département de genre et développement au sein de la faculté des sciences sociales. Il est venu demander les orientations à la SOFEPADI.

❖ **témoignage sur la participation d'une femme dans la réunion de famille**

- A Bulongo,

Il y a une femme membre de GD a témoigné avoir pris activement part aux rencontres familiales. Notons qu'elle a été appelée comme conseillère de la famille. La réunion portait sur la répartition de l'héritage. Sa proposition dans la réunion était de « tenir compte des droits qu'ont les enfants filles du défunts de jouir de ces biens au même titre que les enfants garçons. Chose qui a été considérée. Aux 3 filles, il a été réservé une parcelle ».

Le fait de l'inviter à prendre part à cette réunion et de prendre en considération son point de vue, est un succès reconnu par les membres du groupe.

## 4. SYNERGIE

### 4.1 SYNERGIE SOFEPADI avec d'autres organisations locales

- A Bunia, nous collaborons avec AMAB, FOMI, COPI, FFPI, zone de sante de Bunia, Rwambara, Getty, Tchomia, Boga, Komanda, Lolwa, Mandima, Mambasa, Nyanya, Rimba, Mahagi, Nyarambe, logo, Fataki et Mungwalo,...
- Avec ONG CEJA et SAFDF de Butembo : SOFEPADI a été invité à l'atelier de restitution du forum régional des pays des grands lacs sur la paix tenu à Kinshasa du 2 au 3 décembre 2015
- SOFEPADI a travaillé en synergie avec les membres des différents groupes de lutte contre les violences SGBV ; nous citons le groupe de travail AMS, le DATA MAPPING, groupe de travail sur la prévention et protection, la lutte contre l'impunité. Cette synergie facilite le référencement des cas entre structures



- Synergie Ukingo Wetu, « SUWE », nous avons travaillé avec l'appui de Centre Carter dans la protection des défenseurs SOFEPADI est le point focal.
- fraternité chrétienne des personnes vivant avec handicap, « FCPVH en sigle/Oïcha », à l'occasion de la journée mondiale de personnes vivantes avec handicap
- Avec Observatoire de la parité de Bukavu, lors de l'atelier d'analyse de la loi sur la parité
- Avec CAF, LSC, FCE, AMACO, OGOL, PPSSP, AFNAC, FJDF<sup>1</sup>, paix divine et Service de genre famille et enfant dans la mise en œuvre des activités de RSLF

#### **4.2 Synergie SOFEPADI avec d'autres organisations internationales**

- Participer à la formation des candidates sur l'école de la campagne organisée par McCain Institute
- collaboration du CDO Care International dans l'organisation du forum communautaire sur le dynamique genre du 11 au 12 Avril 2016
- MONUSCO : \* le 7/3/2016 : lors du Dialogue démocratique entre les acteurs étatiques et non étatiques

\*23 au 24/3/2016 : Atelier de renforcement de capacité sur les mécanismes locaux de protection civile

### **5. RENFORCEMENT DES CAPACITES**

#### **- Animatrice volet psycho-social**

- \* Du 6 au 7 Décembre 2016, Formation sur l'accompagnement médical et le remplissage de certificat médical et voir comment faire le rapport médical dans le domaine de SGBV, à Butembo par UNICEF et la Division de Genre.
- \*Formation sur la sécurité informatique pour la protection des défenseurs des droits humains par Protection Internationale
- \*Réservation électronique (Vol Humanitaire) par UNHAS
- \*Plan de sécurité par la Synergie Ukingo Wetu( SUWE)

#### **-Consultant Juridique, Maitre Paulin,**

- \*Avec Centre Carter , la formation sur l'analyse de risque, la gestion de stress et sur le mécanisme de vérifications.
- \*En juin 2016, formation d'Equitas pendant la 37e session au Canada : Droit international et humanitaire

#### **-coordinatrice**

\*du 11 au 12 juillet participation à la réunion d'échange entre les partenaires et bénéficiaires de la plate-forme de femme pour la paix et la sécurité tenue à Goma

- \* du 8 au 9 juillet, participation à la 3ème réunion de haut niveau de l'Union Africaine sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, à Kigali;

#### **- Animatrices du volet la bonne gouvernance**

\*Du 25 au 28 Janvier 2016, formation sur « la consolidation de la paix » à Goma par Alert International

\*15 au 17/3/2016 , formation sur le leadership à Bukavu par Alert International

\* 18/6/2016, Formation sur les stratégies de communications organisée au bureau Alert Bukavu avec autre staff de la SOFEPADI dont la coordinatrice, la chargée de projet et deux animatrices

**- Chargée de programme**

\* du 19 au 22Avril 2016, Formation sur la gestion, suivi et évaluation des projets, à Bukavu par Alert International

\*du 11 au 14 octobre 2016, formation sur la collecte, analyse des données et rédactions du rapport CEDEF

**Fait à Beni, le 10/1/2016**

**Pour la SOFEPADI**

**Chimène Kiombwe Kilwahe**

**Chargée de programme**

**Approuvé par :**

**Mambo Zawadi**

**Coordinatrice**